

Les problèmes européens

par F.O. MIKSCHÉ.

★

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il serait peut-être utile en tant qu'introduction d'aborder brièvement l'évolution de la stratégie atomique dans laquelle se reflètent d'une manière frappante toutes les qualités et les défauts de cet « homo-technicus » américain, généreux sans doute, mais qui est sans relâche à l'affût de moyens et de procédés nouveaux, souvent d'ailleurs simplement par amour de la nouveauté. On aurait tort de reprocher aux « Clausewitz » actuels de nourrir des idées trop conservatrices, c'est plutôt le contraire qui serait à redouter. Leurs efforts pour maîtriser mécaniquement les problèmes compliqués de la stratégie, peut facilement conduire à la catastrophe. Sans doute est-il plus facile d'envoyer des roquettes dans la lune, que de vouloir résoudre techniquement les questions autrement plus compliquées de notre terre. Il est d'ailleurs une erreur de croire que c'est la force destructrice à elle seule, qui détermine l'utilité militaire des découvertes techniques. Le fait qu'on invente des armes nouvelles ne prouve pas encore leur possibilité d'utilisation, surtout si leur emploi entraînait des risques incalculables. A-t-on oublié que la guerre est une lutte pour la sauvegarde des intérêts, et non un suicide sans circonstances atténuantes ?

Le malaise occidental provient largement de ce que les Etats-Unis n'ont pas tiré parti avant 1950 de leur monopole atomique. A cette époque, il aurait été sans doute possible, de contraindre le communisme panslave à une retraite derrière la Vistule et les Carpathes. Mais, au lieu de cela, les Américains ont cru une fois de plus, avoir gagné la dernière des guerres. Certes, ils ont sauvegardé la paix, toutefois sans vouloir se rendre compte que celle-ci se basait sur un *statu quo* portant en lui-même les germes de graves conflits futurs. Celui qui se souvient de cette époque, sait avec quelle conviction, les Etats-Unis se croyaient assurés de rester les détenteurs de leurs

secrets pendant des décades encore. L'idée qu'une puissance pourrait baser sa politique militaire sur des armes nucléaires, en vue bien entendu d'assurer la paix avec des bombes A ou H, avait indiscutablement un sens dans les années qui suivirent la fin de la dernière guerre. Toutefois, ce tableau s'est transformé d'un seul coup du moment où les Américains ont perdu leur monopole. Depuis, à cause de la puissance absolue de ces armes, peu importe lequel des deux camps possède le plus de bombes dans ses dépôts. Un seul fait compte : les deux disposent de ces moyens. Il ne peut donc être question d'une sorte d'équilibre atomique dans le sens physique, mais seulement dans le sens pratique et politique : une neutralisation mutuelle qui, bien entendu, se limite *uniquement* à ce domaine. De ce fait, les conclusions suivantes s'imposent :

Les armes atomiques ont perdu le caractère offensif; la menace des représailles inévitables exclut également leur usage défensif en cas d'une agression menée avec des forces conventionnelles. Leur importance réside donc dans la crainte qu'elles inspirent à l'adversaire, de recourir préventivement à l'usage de ces projectiles nucléaires. A cet égard, en posséder est devenu indispensable. Celui qui en est privé s'expose au risque de chantage. Mais elles ne peuvent pas constituer la base d'une politique militaire réaliste, ni remplacer les armes conventionnelles, elles restent un complément des forces traditionnelles, nécessaires pour couvrir celles-ci. D'ailleurs, ceci est vrai autant pour les grandes puissances atomiques actuelles que pour les petites de demain. Mais au lieu de se rendre compte de la nouvelle situation provoquée par la perte du monopole américain (1950), pendant des années et à l'aveuglette, jusqu'environ 1960, des mécaniciens de guerre continuaient de baser leurs calculs dits « stratégiques » sur l'action de ces terribles moyens de guerre sans se soucier suffisamment de ce que les représailles provoquées par leur emploi rédui-

raient à néant les avantages qu'ils pouvaient en attendre.

A leur tour, les hommes d'état se laissaient entraîner par cet amateurisme militaire jusqu'alors inconnu, inconscients du fait que le perfectionnement technique trop rigide du système militaire rend peu à peu ce dernier inutilisable pour appuyer leur diplomatie. Graduellement la stratégie de l'Occident s'est manœuvrée dans un cul de sac où il est difficile de tourner la voiture, ce qui s'est manifesté dans la pseudo-théorie de la dissuasion. Les puissances de l'OTAN, comme on nous l'assure journallement, ne seront jamais des agresseurs, mais malheur à celui qui les attaquerait, une formule qui condamne à priori à une attitude politique passive. L'affirmation *there is no alternative to peace* n'est valable que pour ceux qui ne pourraient agir qu'atomiquement, ayant mis à fond sur des moyens trop absolus. D'autre part, une stratégie dépouillée de possibilités offensives, se limitant à la défense pure, est impuissante et condamnée à une paralysie fatale. Dans un monde en pleine révolution, la stricte sauvegarde du *statu quo* uniquement par une attitude défensive, n'est qu'un rêve illusoire de ceux qui, pour des raisons morales ou physiques, sont impuissants d'agir d'une manière offensive.

En tout cas, il serait difficile d'imaginer une constellation politique qui justifierait l'emploi des armes nucléaires, à l'exception du cas improbable d'être attaqué avec celles-ci. Les Russes se gardent bien de déclencher un Pearl Harbour atomique. Pourquoi agirait-ils à la légère en exposant à des risques de destruction « les conquêtes colossales de la révolution socialiste ». Eux, ils considèrent leur force armée plutôt comme un moyen de pression politique; ce sont des troupes qui demeurent « l'arme au pied », pour poursuivre sous la protection de leurs baïonnettes, la guerre révolutionnaire particulièrement en dehors de l'Europe, car, il subsiste de nombreuses brèches pour franchir la ligne Maginot atomique de l'OTAN sans commettre des agressions au sens propre du mot. Dans cette situation comment va réagir l'Occident si les Soviétiques continuent à appliquer dans le cadre de la « coexistence pacifique » des méthodes subversives; en sapant peu à peu nos positions dans le bassin méditerranéen, en Afrique Noire ou en Asie, ce qui nous contraindrait à devenir agressifs, souvent même dans des conditions juridiques

douteuses. Malheur à celui qui, dans de telles circonstances, n'aurait d'autre solution que le recours aux armes atomiques, ce qui le mettrait totalement devant le dilemme de trop risquer ou de céder. Dans de telles circonstances, l'adversaire peut facilement calculer jusqu'où il peut s'avancer sans s'exposer dangereusement, ce qui l'incite à recourir à une politique consistant à jouer des coudes. Il peut se permettre des mouvements, dont aucun, pris isolément, ne justifierait une réaction nucléaire, mais qui lui assurerait une avance continuelle. Depuis des années l'Ouest souffre de n'avoir pas d'autre choix que de menacer avec des armes trop absolues. Ce fait est devenu un des éléments dominants sur l'échiquier mondial et qui nous conduit à consentir abandon sur abandon.

Tout compte fait, la politique occidentale se révèle comme paralysée par une sorte de panique atomique. Tant que les Américains possédèrent le monopole de la bombe, ils se bercèrent d'un faux sentiment de sécurité. Mais depuis, l'opinion publique a compris qu'on peut non seulement « envoyer » de « grosses bombes » mais aussi en « recevoir ». Aussi, ceux qui se croyaient les maîtres d'une stratégie parfaite, sont désormais les plus inquiets. Or, la présomption comme l'angoisse, ont toujours été de mauvaises conseillères en politique. Il est facile d'être courageux quand on connaît la peur de l'autre. La stratégie atomique est rigide, et celui qui l'adopte aveuglément perd sa mobilité politique, et en conséquence l'initiative. Si les Américains n'avaient pas misé tant sur leur arsenal nucléaire, tandis que les Russes se sont bien gardés de les imiter, les choses seraient bien différentes. Car la situation dans laquelle nous nous trouvons ne découle pas tant du fait de la découverte des explosifs nucléaires; elle est plutôt la conséquence du « fait accompli » atomique créé par le planning stratégique des Etats-Unis, qui contraint les autres puissances à en tirer les conclusions.

**

L'argument souvent avancé, à savoir que l'élargissement du club atomique favoriserait le particularisme politique de certains pays de l'OTAN n'est pas dénué de fondement. D'autre part, le malaise du Pacte Atlantique fut surtout provoqué par la méfiance mutuelle, dont l'origine réelle est précisément l'absence de solution de la question

atomique. Plus les fossés s'élargissent, plus la contrainte des puissances non-atomiques s'intensifie de devenir à leur tour atomique, espérant pouvoir acheter à ce prix, à la fois leur sécurité nationale et leur indépendance politique. Et, d'ailleurs, qui peut dire ce qui adviendra dans dix ans, dans ce monde en pleine turbulence. Un arsenal atomique ne peut surgir d'un coup de baguette du jour au lendemain. Des Etats qui refusent d'être à la merci des puissances « atomiques » actuelles, et qui pour sauvegarder leurs intérêts vitaux, surtout dans les régions non couvertes par le traité Atlantique doivent donc pratiquer une politique propre, ne peuvent pas renoncer à un système militaire autonome, ce qui exige la possession d'au moins d'un certain nombre d'armes atomiques.

Dans ces circonstances n'est-il pas logique que la France se hâte pour ne pas être dépassée demain ou après-demain par des nouvelles puissances atomiques. Au cas où les Français arrêteraient leurs essais, qui donc garantirait que d'autres états s'abstiennent également de développer des armes nucléaires. Les Américains ne disent-ils pas eux-mêmes, que dans les 10 années à venir, il faudra bien compter sur l'existence de 8 à 10 pays atomiques. Ceci est d'autant plus probable que, dans un futur assez rapproché aucun pays moderne ne pourra plus renoncer à l'utilisation industrielle de l'énergie nucléaire, et comme dans d'autres secteurs il serait difficile, ici aussi, de tracer une limite précise entre l'emploi civil et militaire. Les choses étant ce qu'elle sont, ne serait-il pas plus sage de tirer les conclusions qui s'imposent au lieu de s'obstiner à empêcher une évolution technique inévitable ? Si les Américains apportaient leur aide aux Européens, ils pourraient encore se réserver une certaine influence sur la production des armes atomiques. S'ils ne le font pas — ce qui semble probable — ils perdront sur deux tableaux : à la fois le contrôle de leur fabrication comme celui de leur emploi militaire. Souvent on a l'impression que les hommes d'état agissent à rebours de ce qu'ils devraient faire en réalité. Or, justement, la menace de l'élargissement du club atomique pourrait constituer entre les mains de Washington l'atout majeur, un danger suspendu comme l'épée de Damoclès au-dessus du Kremlin.

L'un des traits curieux de la politique américaine consiste à prendre à l'avance des décisions qui engagent l'avenir, sans ce soucier des contradic-

tions qu'elles pourraient impliquer un jour par rapport à l'évolution. Il en a été de fait ainsi avec la loi Mac Mahon, interdisant la communication des secrets de fabrication et la fourniture d'armes nucléaires à d'autres puissances. Or, on sait parfaitement à Moscou, que l'abolition de cette loi, même s'il en est décidé par le président américain, ne serait possible qu'après une lutte à la fois longue et acharnée, ce qui garantit à la politique soviétique pendant des années encore, la liberté de jeu dont elle est le grand bénéficiaire.

Quoiqu'il en soit, tandis que les Soviets ont les mains libres, celles des Américains restent liées. Théoriquement c'est Moscou qui en retire l'avantage, car si leurs intérêts l'exigent les Soviets seraient parfaitement en mesure de « vendre » quelques « petites bombes » à des pays comme l'Indonésie, l'Egypte, l'Irak ou d'autres états en conflit avec l'Ouest. Moscou pourrait même alléguer que les bombes ainsi fournies ayant cessé d'être propriété soviétique, tout gouvernement souverain est en droit d'employer à son gré les armes qu'il a « achetées ». Les Américains ne pourraient par contre agir similairement qu'après une procédure compliquée du Congrès et avec l'autorisation du président, ce qui est incomparablement plus compromettant au point de vue politique, bien que l'on ne puisse guère imaginer, même en Union Soviétique, que des armes atomiques soient « vendues » sans l'accord du gouvernement. Moscou n'aurait cependant pas de difficultés légales à surmonter, ce qui est de la plus haute importance politique. En tout cas, Paris ressent comme un geste inamicale le refus américain de communiquer à ses propres alliés des secrets atomiques qui ne le sont plus pour les Russes depuis bien longtemps, contraignant ainsi la France à les découvrir elle-même aux prix de lourds sacrifices financiers. Les efforts de Washington en vue d'arriver à un accord américano-soviétique tendant à empêcher la prolifération des armes atomiques, sont également interprétés comme une démarche de l'Amérique envers ses alliés.

Certes, même si cette attitude était inspirée par le souci de réduire les risques d'une guerre nucléaire on comprend néanmoins mal pourquoi la France par exemple emploierait ses armes atomiques avec moins de circonspection que les Etats-Unis ? Une telle politique, vue de l'Europe, provoque infailliblement une pression que les puissances atomiques

actuelles se considèrent comme des « adultes » qui croient devoir nous interdire, à nous « enfants sous-évolués » de jouer avec des allumettes. Sans doute, la politique des Etats-Unis est aussi largement influencée par le souci que la prolifération atomique modifierait radicalement la situation réciproque entre les pays du monde occidental. N'aboutirait-on pas sur le plan militaire à une égalisation entre « petits » et « grands ». En tous cas, si l'on ne résout pas la question atomique d'une façon satisfaisante, ce sera peut-être celle-ci qui provoquera l'éclatement du Pacte Atlantique. L'argument qu'une aide nucléaire accordée par les Etats-Unis à ses alliés inciterait à son tour l'Union Soviétique à agir similairement dans le cadre du Pacte de Varsovie, est loin d'être convaincant. Même si Moscou s'y décidait, ce fait n'aurait qu'une importance théorique, aucun satellite n'osant employer ces armes sans l'accord du Kremlin. De plus, les gouvernements communistes à Prague, Varsovie, Budapest ou Bucarest sont trop étroitement liés à Moscou pour faire dépendre leur appartenance au Pacte de Varsovie de l'élargissement du club atomique, contrairement à ceux du Pacte Atlantique.



Le projet de doter l'alliance occidentale d'une force de frappe, qu'on appelle multilatérale ou multinationale, ne rencontre pas non plus beaucoup d'enthousiasme à Paris, surtout parce qu'on ne voit guère en quoi la situation actuelle se modifierait. Une faculté de décision authentique ne peut s'exercer que par un gouvernement souverain, propriétaire en plein droit de ses moyens. En tout cas, les conceptions et plans basés sur des armes atomiques appartenant malgré toutes les combinaisons à d'autres, ne seraient que des arrangements provisoires de valeur douteuse et dénués de réalisme. Car au fond, chacun des membres de l'OTAN attend de ses alliés une attitude que lui-même n'oserait se risquer à prendre en défense des autres. En résumé, les caractéristiques d'une force de frappe de l'OTAN, qu'elle soit multilatérale ou multinationale, seraient :

1. Du point de vue économique, un alourdissement considérable des charges militaires pour les membres européens, ce qui provoquerait irrévocablement un désintéressement encore plus grand pour les forces conventionnelles. Pour une sécurité

atomique qui ne serait pas plus efficace que la présente, on serait désormais obligé de payer.

2. Militairement, ce plan évoque l'image d'un fermier qui s'achète un gros canon pour protéger ses champs contre les voleurs. Ceci lui permet de tirer à 12 km; sans toutefois défendre sa propriété contre les incursions nocturnes des voleurs. Des gardes armés de matraques seront, sans doute, plus efficaces.

3. Politiquement, une force de frappe atomique de l'OTAN serait comme si plusieurs personnes achetaient en commun une voiture. Tous reçoivent une clé de la portière tandis que le vendeur garderait par-devers lui la clé de contact.

La question « qui devrait finalement donner l'ordre de feu » n'a pas de solution, surtout si tous les propriétaires se réservent le droit de veto, ce qui contredit en toute logique l'obligation de s'engager pour les associés. Une attitude solidaire est inimaginable sauf dans le cas hautement improbable que pour tous, un problème d'importance égale soit en jeu. En conséquence, des points faibles apparaîtront sur l'échiquier de la politique mondiale, surtout dans les régions où le degré d'intérêt entre les pays atlantiques est manifeste. Malgré le raccourcissement radical des distances par la technique, les Etats-Unis et l'Europe occidentale sont néanmoins trop éloignés pour avoir des vues identiques dans toutes les questions. Le fonctionnement d'une force de frappe OTAN serait plutôt concevable — et encore — si seules les voix des trois grands étaient décisives, sans accorder le droit de veto à des pays dont les problèmes sont strictement locaux. Après pas mal de confusion au cours des dernières années, l'impression se dégage :

1. Qu'une puissance atomique accepterait difficilement le risque inévitable de représailles auxquelles elle s'expose en défendant les intérêts d'un pays atomique. (Le ministre de la Défense des Etats-Unis n'a-t-il pas déclaré lui-même qu'une attaque sur l'Amérique provoquerait au moins quelques 10 millions de victimes ?)

2. Il en résulte, qu'en définitive ce seraient les puissances atomiques actuelles qui décident de ce qui doit être défendu ou bien abandonné. En conséquence, les non-atomiques, devenues méfiantes, redoutent non sans raison d'être délaissées, s'il s'agissait de leurs propres intérêts.

3. Car les puissances atomiques n'agiraient vraisemblablement qu'en défense de leurs intérêts vitaux, et même seulement en cas extrême. D'où, par ailleurs, la crainte des non-atomiques de se voir mêlées à des conflits qui leur seront étrangers.

4. Il s'ajoute à tout cela, *last but not least*, la méfiance des Etats-Unis qui redoutent, d'être impliqué par des pays atomiques nouveaux dans des conflits qui ne les regardent pas.

Dans la grande « bataille atomique » qui fait actuellement rage au sein de l'OTAN les arguments avancés contre la prolifération des armes atomiques semblent aussi simplistes que ceux qui tendaient naguère à démontrer qu'une guerre nucléaire pouvait tout de même être circonscrite dans un domaine dit « tactique et stratégique ». Il a fallu des années avant de reconnaître que l'emploi des armes atomiques par paliers serait aussi risqué que si l'on voulait distinguer en cas d'incendie entre un saut du troisième ou du huitième étage. Ceci établi, une politique basée sur une stratégie aussi incertaine est loin de présenter une sécurité suffisante pour que l'on puisse tabler sur elle. S'il en est ainsi, il est illogique de prétendre :

1. Qu'une « petite puissance atomique » ne pourrait pas exercer un effet de dissuasion vis-à-vis d'une « grande ». Puisque les armes atomiques sont causes de la saturation de leur force destructive absolue, on ne peut guère parler d'une supériorité atomique au sens propre. Un armement nucléaire conçu en tant que couverture stratégique d'un système militaire équilibré, c'est-à-dire des forces conventionnelles, n'a aucunement besoin d'être égal soit en qualité ou quantité à celui de l'adversaire. Une force de frappe développée dans ce but peut se passer de Spoutniks et Vostoks. Pour un état européen, une portée atomique de 3.500 km semble assez pour exercer l'effet de dissuasion nécessaire. La possibilité « d'hiroshimatiser » vingt-cinq des objectifs les plus importants pourrait constituer une épée de Damoclès suffisamment redoutable, pour introduire la modération dans les décisions politiques, et donc militaires, d'un antagoniste qui tenterait le chantage.

2. Aucune puissance atomique — si forte soit-elle — n'a la certitude de pouvoir détruire préventivement toutes les facultés de représailles, même celles d'une « petite » puissance atomique. Les armes atomiques subsistantes suffiraient à infliger à

l'agresseur initial des dommages incalculables, ce qui représente un risque que ce dernier se gardera bien de courir. Dans le domaine de la guerre aérienne les progrès techniques réalisés par l'offensive sont totalement disproportionnés par rapport aux possibilités de défense. Quelque soit l'argent dépensé, la plupart des assaillants échapperont toujours, tandis que les moyens défensifs, en se compliquant, deviennent de plus en plus onéreux. Aucune puissance n'est actuellement capable de protéger son territoire contre les attaques aériennes. Les manœuvres annuelles aux Etats-Unis montrent que les Américains ne sont pas en mesure de détruire même le tiers des bombardiers ennemis, sans parler des fusées offensives, et la situation ne se présente pas mieux dans le ciel soviétique. C'est ce qui permet d'évaluer sérieusement que sur cent ogives nucléaires d'une « petite puissance atomique », la moitié atteindrait probablement son objectif.

3. La théorie de la stratégie *contre force* et *contre town* est comme tant d'autres, aujourd'hui loin d'être la preuve d'un réalisme militaire. La première n'envisage que la destruction de la capacité offensive de l'ennemi, par des attaques sur son infrastructure atomique, par opposition à la méthode des agressions contre les centres urbains et industriels « tellement plus inhumaine ». Aussi, les « petites puissances atomiques » seraient, nous dit-on, déjà dangereuses, car elles devraient employer forcément leurs rares bombes contre les villes (hypothèse non dénuée de fondement), tandis que la *contre force strategy* ne serait dirigée que contre les bases aériennes et les rampes de lancement de l'adversaire, ce qui suppose, il est vrai, des milliers de projectiles dont les grandes puissances atomiques sont les seuls détenteurs. En réalité, sur les milliers de bombes ou fusées, des centaines atteindraient inévitablement des objectifs non militaires, ce que l'adversaire considérerait difficilement comme une *contre force strategy*. Ne riposterait-il donc, sans merci, avec la *contre town strategy*. En effet, il n'est véritablement pas facile de comprendre les idées souvent étranges des Clausewitz modernes.

Les Etats-Unis — nous dit-on — ne deviendraient jamais des agresseurs. Ils attendront donc le premier coup « dogma », dit dans le jargon des savants atomiques américains *the second strike strategy*. S'il en était ainsi en toute logique, il

faudrait bien que ce soient les Soviétiques qui attaquent les premiers pour qu'il y ait une guerre atomique. Et comme ces derniers, comparés aux Américains, ne disposent pas de plusieurs milliers de projectiles, ils n'auraient, sans doute, d'autre alternative que de recourir à la *contre town strategy*. Est-ce que les Américains « qui n'attaqueront jamais », et donc ne peuvent être que les victimes d'une attaque, riposteraient alors sur la *contre town strategy* des Soviétiques par la *contre force strategy* ? Avec le temps, on finira bien par découvrir ces banalités, qui font tant de bruit dans la presse mondiale, et le plus tôt sera le mieux.

Sans doute une puissance gagne en mobilité politique si elle est en mesure d'agir par dissuasion en défense de ses intérêts avec des moyens propres. C'est pourquoi, contrairement à l'opinion en cours, on pourrait aussi bien imaginer que l'élargissement du club atomique établirait, par suite de la répartition des risques et de la neutralisation réciproque pénétrant plus dans les détails, un équilibre politique plus sûr, que celui d'aujourd'hui. Ce dont il s'agit en réalité, c'est moins du problème de l'indépendance de l'Europe, que de sa dépendance excessive même dans des cas où il serait exigeant d'attendre des USA de s'exposer atomiquement. Si, au contraire, la stratégie atomique centralisée actuellement sur les États-Unis reposait sur deux piliers, en se partageant en deux composants — Europe et Amérique — la politique rigide actuelle de l'Ouest gagnerait en souplesse. En toute logique une telle division des risques réduirait considérablement le jeu des Soviétiques.

*
**

C'est dans cet ordre d'idées que nous aborderons la question épineuse de la force de frappe française. Doit-elle servir comme couverture des forces conventionnelles, ou en tant que l'élément principal d'une stratégie donnée ? Car il est bien certain, même pour des petites puissances atomiques de demain, l'essence des problèmes évoqués n'en sera guère modifiée, seul leur ordre de grandeur varie.

L'exemple du fermier qui espère défendre ses champs avec un gros canon tirant à 12 km, est également valable pour les petites forces de frappe. On aboutit inévitablement à la même conclusion d'une part qu'il est devenu impossible d'avoir une

stratégie autonome sans être couvert par l'*ultima ratio* atomique, tout comme il est impossible de pratiquer une politique offensive en s'appuyant uniquement sur la stratégie nucléaire rigide. Plus une puissance dispose de forces traditionnelles, moins elle est dépendante de ses armes atomiques, et inversement. Une puissance qui ne possède pas de forces traditionnelles, en nombre suffisant n'est pas en situation de traiter à partir d'une position de force, particulièrement si l'adversaire est lui-même en possession des deux genres d'armes. Inévitablement; elle se trouve acculée dans le dilemme, ou bien employer des armes atomiques, même lorsque l'objet du litige ne justifie pas le risque à endosser, ou bien céder.

S'il en est ainsi, et il serait difficile de prouver le contraire, la France en négligeant ses forces conventionnelles, s'exposerait également au danger d'une paralysie semblable à la situation d'un joueur d'échecs qui renonce à ses pions. Les grandes pièces dont il dispose ne lui permettent pas de mettre l'adversaire échec et mat qu'à condition que son roi soit mis en échec aussi. Malgré leur lenteur les pions sont indispensables pour tenir certains emplacements, gagner du temps, neutraliser l'adversaire, détourner son attention, pour lui interdire certains coups ou le fixer frontalement, pour lui barrer le chemin ou bien protéger des pièces importantes. Entre les grandes pièces les pions représentent l'élément fixateur et, sans eux, le jeu perdrait vite sa cohérence. Il en va de même en stratégie et dans ses rapports avec la politique.

Tandis que dans les pays atlantiques, des nouveaux Clausewitz s'efforcent de découvrir des théories-miracles, on s'occupe à peine de connaître le fond de la pensée militaire soviétique. En agissant ainsi, ne semble-t-on pas faire l'addition sans le sommelier ? Une stratégie efficace doit tenir compte, outre des menaces qui pourront surgir de l'évolution politique, également de l'organisation et de l'armement des forces adverses, ainsi que de leurs doctrines d'emploi. Sinon on s'expose au risque de s'équiper en vue de conflits qui ne se produiront pas, tout en négligeant des menaces réellement dangereuses, voire en ne les remarquant pas et de ne pouvoir parer celles-ci avec les moyens réunis et l'organisation existante. Remarquons que tout cela n'est évidemment pas nouveau, il s'agit tout simplement de rappeler des vérités évidentes aujourd'hui souvent négligés.

Le contraste entre la pensée militaire de l'Est et de l'Ouest est frappant. Les puissances communistes ont aligné leur stratégie sur l'évolution politique et non inversement, ce qui semble être le cas de l'Occident. Dans le système soviétique les armes nucléaires y figurent plutôt en tant que couverture des forces conventionnelles; et non comme l'élément déterminant. Actuellement la défense occidentale se base sur des bombes qui sont trop puissantes, et sur des armées qui ne le sont pas assez, alors que l'Est dispose aussi bien des « grosses bombes » que des « gros batailleurs ». Pour revenir à une image : alors que les puissances occidentales ne peuvent jouer que des basses notes d'un clavier, les Russes nous font la musique sur toute son étendue. De plus, ils ont la possibilité de plaquer des accords et la stratégie a toujours été, surtout en conjonction avec la politique, d'harmoniser l'action de ses atouts dans l'espace et le temps. Si la dissuasion atomique suffisait à parer à toutes les menaces, pourquoi l'Ouest tremble-t-il constamment devant les forces conventionnelles de l'Est malgré toutes ses roquettes, sous-marins atomiques et d'autres armes-miracles ? En revanche, on peut se demander pourquoi les Soviétiques sont assez « vieux jeux » en maintenant plus de 160 divisions, au lieu de copier nos formules savantes. Assurément, si Moscou entretient des effectifs aussi colossaux, ce n'est pas dans la crainte d'une agression lancée avec les quelques divisions dont l'OTAN dispose. Donc la seule explication pour leur existence est qu'elles constituent un appui indispensable à une politique graduable, comme l'a d'ailleurs bien prouvé l'évolution depuis la fin de la guerre.

L'Ouest souffre de n'avoir pas d'autre choix que de recourir à ses moyens trop absolus. Ce fait est devenu un des éléments dominants de la politique mondiale, et conduit à consentir abandon sur abandon. Réduit à une défense rigide, n'offrant aucune possibilité de manœuvrer d'une façon politique offensive, l'Occident risque de succomber à sa paralysie. Le fait que l'on ne peut se passer des forces conventionnelles suffisamment nombreuses est hors de doute. L'Occident ne pourrait reconquérir sa mobilité politique perdue, qu'en s'affranchissant de la contrainte d'avoir à brandir les armes atomiques, ce qui de nos jours retentit moins sérieusement qu'un cliquetis de sabres. Qu'on retourne le problème comme on veut, l'augmentation substantielle des troupes conventionnelles est indispensable. L'argument selon lequel la défense de l'Europe

avec les 24 divisions actuelles est aussi illusoire qu'avec les quelques 30 divisions si désirées par l'OTAN est, sans doute, juste. Car pour couvrir les 1.300 km entre la Baltique et les Alpes; sans avoir à recourir à des armes nucléaires, ce qui est d'une importance politique suprême, le nombre des divisions disponibles devrait compter entre 60 et 70, ce que l'Europe Occidentale grâce à ses industries hautement développées et ses 170 millions d'habitants pourrait certainement se permettre. Ceux qui se hérissent contre une telle stratégie, opèrent avec des arguments qui ne résistent pas à une analyse approfondie. Notons qu'au fond il ne s'agit pas d'augmenter les moyens financiers de la Défense Nationale ou de retirer en temps de paix de l'économie de la main-d'œuvre indispensable. Pour y parvenir l'organisation d'un système militaire bien différent de l'actuel s'impose; il nous permettrait, à des conditions économiques acceptables, d'employer d'une manière plus rationnelle, notre potentiel humain disponible. Cependant, l'analyse de cette question nous mènerait trop loin.

Ajoutons brièvement que dans une étude publiée par l'inspecteur de l'Infanterie Suisse, le Colonel Max Weibel dans la revue de l'OTAN *The Fifteen Nations* en juillet 1960, on relève que tandis que la Suisse peut mettre par million d'habitants plus de deux divisions sur pied de guerre, c'est-à-dire 12 au total, les pays de l'Europe Occidentale n'utilisent que 5 % de leur capacité militaire. Selon Weibel, pour l'argent dépensé par les puissances de l'OTAN, l'Europe Occidentale devraient disposer d'une capacité de mobilisation d'environ 400 divisions. L'exemple de la Suisse ou de la Suède démontre que si l'on poursuit une politique militaire conséquente, les moyens employés actuellement permettent de constituer une défense incomparablement plus solide. Ce serait évidemment une erreur de vouloir se conformer à l'exemple suisse, bien que nous ayons certainement beaucoup à en apprendre.

Ce dont nous avons besoin en Europe en dehors des troupes conventionnelles mobiles, c'est d'un système de milice. Une telle politique militaire ne peut être réalisée autrement que par intégration. D'autre part, en dehors de celle-ci, la réalisation de toute défense européenne sérieuse se heurte, déjà sur le plan financier, contre des difficultés insurmontables. Bien entendu l'intégration militaire suppose l'intégration politique. Freiner cette évolu-

tion est irrationnel à une époque où la communauté du monde atlantique dans les domaines culturels, économiques et autres — provoquée plutôt par le progrès scientifique que par la sagesse de ses hommes d'état — ne peut plus être freinée dans sa marche. N'est-il pas absurde de croire que l'on puisse garder à l'écart de ce processus historique gigantesque, les problèmes de la stratégie étroitement liés à la politique et à l'économie ?

Certes, le Général de Gaulle a raison lorsqu'il dit qu'un pays dépourvu d'une politique militaire propre cesse d'être souverain. S'il en est ainsi ne faudrait-il pas accélérer la création d'une Europe unie en tant que grande puissance qui serait capable à elle seule d'équiper des forces tant atomiques que conventionnelles, et cela dans la mesure nécessaire pour parvenir à une indépendance politique totale ? La plupart des gens identifient la défense de l'Europe avec celle d'une ligne — le rideau de fer — qui, en cas d'agression soviétique, devrait être tenue. Pourtant, notre sort ne se décidera pas là. Ce qui doit être défendu d'une façon mobile, ce ne sont pas des lignes, mais des positions politiques et économiques, qui en majorité, se trouvent hors de l'Europe. En fait, il est moins question de savoir si une guerre future sera atomique, conventionnellement mobile ou statique, que de créer un système militaire offensif qui serve d'appui à une politique active, en vue d'assurer la paix mais une paix sans abandon, ce que l'on ne saurait atteindre que par la possibilité de l'échelonnement des moyens en fonction des menaces. Malheur à nous tous si nous ne résolvons le problème rapidement. Car l'évolution de la situation mondiale, surtout en Méditerranée, en Afrique et en Asie, ne permet aucunement de nous adonner à l'illusion que le temps travaille pour nous.

SUMMARY.

1. Introduction.

« Modernism » in the field of atomic strategy : a point to be put right in this respect. War is a struggle to safeguard interests; it is n't a suicide without extenuating circumstances.

2. Causes of Western depression.

The United States have lost their atomic monopoly.

Consequences of this situation. Atomic weapons do not replace conventional ones.

3. Where does Western strategy stand ?

A defensive attitude is a mere illusion.

The USSR considers its armed forces as a means of political pressure. Effects of subversive war. Does n't western policy reveal itself paralysed by a kind of atomic panic? Atomic strategy is rigid and he who blindly adopts it loses his political mobility and, in consequence, the initiative.

Effects of mutual distrust amongst the nations of the Atlantic treaty. Distrust and scientific progress. It will soon be difficult to trace a clear line between civic and military use. Necessity for the United States to assist Europe.

What is to be thought of the Mac Mahon act ?

Political consequences. If the atomic question is n't solved satisfactorily, it will possibly itself provoke the galling apart of the Atlantic treaty.

4. What are the characteristics of the NATO striking force, be it multilateral or multinational ?

1) From the economic point of view.

2) From the military point of view.

3) From the political point of view.

5. Where do we actually stand ?

1) An atomic power would hardly accept the inevitable risk of reprisals to which it would expose itself in defending the interests of an atomic country.

2) The actual atomic powers decide what ought to be defended or not.

3) Priority of the defence of their vital interests.

4) Reserve of the United States who don't want to be involved in conflicts that do not regard them.

6. Some questions asked :

1) Might a « small atomic power » not have a dissuasive effect on a big one ?

2) Is there an atomic power — however strong — that has the certitude of being able preventively destroy all the faculties of reprisal, even those of a « small » atomic power ?

3) *Is there a power that would actually be able to protect its territory against attacks from the air.*

7. **What are we to think of the strategy « contre force » and « contre town » ?**

They are far from being a proof of military realism. A power gains in political mobility if it is in a position to act by dissuasion to the defence of its interests by its own means. What matters in reality is less the problem of European independence, than its excessive independence, even in the case in which it would be exacting to expect the USA to expose themselves automatically.

Could n't atomic strategy rest on two pillars : USA and Europe ?

8. **The question of the French striking force (force de frappe).**

Its aims.

Apart from threats which might result from political evolution, an efficient strategy ought to reckon

with the organisation and armament of the adverse forces, as well as with their doctrines of using them. There is no need to equip oneself with a view to conflicts that will not take place.

9. **Contrast of military thought in East and West.**

The communist powers have adjusted their strategy to the political evolution and not vice versa.

Is n't western defence based on too powerful bombs? And on armies that are n't strong enough?

Importance of conventional forces and relativity in strategy.

Example of Switzerland and Sweden. Military integration supposes political integration.

Most people identify European defence with hat of a line — the iron curtain — which, in case of Soviet aggression ought to be held. However, our destiny will not be decided on there.

What is to be defended, does n't consist of lines but of political and economic positions that, for the greater part, lie outside Europe.

